

La bataille de Gilles-Éric Séralini

ÉVÈNEMENT

Gilles-Éric Séralini faisait partie du tribunal citoyen de La Haye. Ses études sur la dangerosité des OGM l'ont mis directement face à Monsanto et l'affrontement a été très dur.

Gilles-Éric Séralini, professeur de biologie moléculaire à l'Université de Caen, a reçu en 2015 le Prix international du lanceur d'alerte par deux associations de scientifiques allemands et, en 2016, le prix Theo Colborn aux États-Unis pour ses travaux sur l'environnement et la santé. Sa présence au sein du comité d'organisation du tribunal contre Monsanto était donc pleinement justifiée.

Pourquoi est-il indispensable qu'un tribunal donne un avis consultatif sur la conformité des activités de Monsanto ?

- "Il est grand temps qu'il n'y ait plus de zones de non-droit dans le monde. Les effets secondaires des pesticides, les seules substances toxiques répandues volontairement dans l'environnement, pourraient avoir tué aujourd'hui plus que les deux guerres mondiales réunies. Ils n'aident pas les plus pauvres ni à mieux ni à plus manger, bien au contraire. Les multinationales se sont habituées à commercialiser des centaines de millions de tonnes de produits dont les résidus nocifs se retrouvent dans chaque être vivant sur Terre. Cela doit changer. Comme a émergé la notion de crime contre l'humanité, doit se répandre la notion de crime contre l'environnement et la santé".

"DES RÉSIDUS NOCIFS DANS CHAQUE ÊTRE VIVANT"

L'Allemand Bayer a annoncé, à la mi-septembre, le rachat de l'Américain Monsanto. Quel pourrait être l'impact de cette union ?

- "Une force inégalée vis-à-vis des États pour manquer de transparence concernant les tests réalisés sur la santé pour commercialiser pesticides, produits chimiques, OGM et médica-



Le professeur Gilles-Éric Séralini : "Les seules substances toxiques pourraient avoir tué aujourd'hui plus que les deux guerres mondiales réunies"

ments. Les deux firmes appliquent déjà séparément cette politique d'obscurantisme non scientifique. Monsanto ne publie pas sur son site web les analyses de sang d'animaux soumis au Roundup; Bayer fait de même pour le Liberty, l'autre grand herbicide toxique absorbé par des OGM alimentaires qui y sont rendus tolérants. J'attends les politiques qui auront le courage d'exiger la transparence sur ces tests avant toute autorisation.

Nicolas Defarge a déclaré devant les juges du tribunal Monsanto que nous avons besoin d'une justice pour protéger, entre autres, "les chercheurs académiques qui trouvent des résultats ne faisant pas plaisir ni aux industriels, ni aux agences de sécurité ayant autorisé les produits incriminés".

- Bien sûr. Souvent, les outils judiciaires existent mais sont un peu lents par rapport aux entraves à la recherche publique. Par exemple, nous avons obtenu quatre victoires devant les tribunaux face aux lobbies des OGM et des pesticides. L'une, dès 2011 contre Marc

Fellous, reconnu coupable de diffamation envers moi-même et mon équipe. D'un autre côté, le journal *Marianne* et son journaliste Jean-Claude Jaillette ont perdu en première instance, puis en appel cette année. Ils sont accusés de diffamation envers moi-même, mon équipe et le Criigen pour avoir dénigré gravement nos travaux apportant les preuves de toxicité d'un OGM et du Roundup.

Cette évolution du droit international et cet avis consultatif pourraient-ils faire évoluer vos conditions de travail ?

- Je l'espère, en évitant au final de faire le lit de ces diffamateurs qui s'attachent à nous barrer la route des subventions. Car nous avons réalisé à mon sens récemment des découvertes encore plus grandes sur des poisons cachés et non déclarés à l'intérieur des bouteilles de pesticides (1)".

Christine RAOUT

(1) *Plats cuisinés ou poisons cachés* avec Jérôme Douzelet, Actes Sud.